

Photo by Eileen Pag, Unsplash

Statu Quo en attendant les vaccins

En 2020, l'économie luxembourgeoise a mieux résisté à la pandémie que la moyenne européenne avec une baisse du PIB limitée à -1,3% selon les premières estimations, contre un plongeon de 6,6% du PIB de la zone euro, et un 4^{ème} trimestre finalement positif (+1,6%) malgré les mesures prises pour tenter de contenir la deuxième vague de contaminations au mois de novembre. La « bonne fortune » luxembourgeoise s'expliquerait en partie par ses spécialisations économiques, mais aussi et surtout par une « surperformance » dans le secteur non-marchand, les TIC, les services aux entreprises et le commerce, en comparaison européenne.

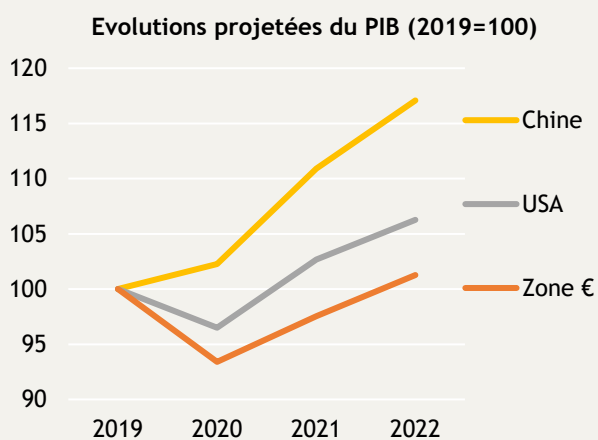
Il n'en demeure pas moins que le flou persiste sur les conditions de la reprise. Alors que le consensus économique d'IDEA de février tablait sur une levée progressive des principales restrictions sanitaires entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre de cette année, les récentes poussées épidémiques alimentées par les variants du virus ainsi que la vaccination poussive (13,8% des habitants ont bénéficié d'au moins une première dose au 6 avril)

tendent à accréditer le scénario d'un premier semestre encore largement sous cloche sanitaire.

Dès lors, le sentiment de « statu quo » ressort des secteurs principalement concernés par ces mesures de précaution. Les indicateurs d'activité dans le secteur du commerce et des services non-financiers restent en territoire négatif en mars et laissent augurer une baisse de l'emploi. Pour le mois d'avril, 31.520 salariés (en équivalent temps plein) bénéficieraient toujours du chômage partiel. Enfin, le moral des consommateurs reste négatif et dénote un manque de confiance à l'égard de la situation économique générale de l'année à venir, alimentant la propension à épargner.

Mais des signaux positifs apparaissent également dans ce Tableau de bord. L'industrie et la place financière (les fonds en particulier) montrent des niveaux d'activité en progression, les finances publiques de l'administration centrale se sont redressées en janvier-février (+3,8% de recettes par rapport à 2020), l'emploi continue de progresser (+567 postes en février) et le taux de chômage est resté stable (6,3%).

[Zoom] Reprise : la grande divergence



Si la récession a été plus marquée dans la zone euro (-6,6%) qu'aux Etats-Unis (-3,5%), ces derniers devraient connaître une reprise plus vigoureuse.

Dans son dernier World Economic Outlook, le FMI, qui a révisé ses prévisions à la hausse, projette en effet une croissance américaine de 6,4% en 2021 et de 3,5% en 2022, sous l'effet combiné de la vaccination qui s'accélère et des plans de relance annoncés par l'administration Biden. L'économie de la zone euro ne progresserait quant à elle que de 4,4% en 2021 et de 3,8% en 2022, année à laquelle elle retrouverait son PIB d'avant crise. Après une croissance de 2,3% en 2020, le FMI estime que l'économie chinoise devrait croître de 8,4% en 2021 et de 5,6% en 2022.

Alors que les divergences sont légion au sein même de la zone euro et que le plan de relance de l'UE n'est pas encore concrétisé, le vieux continent risque de se faire distancer par les blocs chinois et américain.

SOMMAIRE

La Tableau de bord repose sur 22 indicateurs répartis sur 5 piliers : l'activité économique, le marché du travail, la situation sociale, les finances publiques et l'environnement économique européen et grand régional.

Indicateurs		Dernières données disponibles	
1. Activité économique			
1	Production industrielle	Mars 2021	P3
2	Activité dans la construction	Mars 2021	P3
3	Activité dans les services non-financiers	Mars 2021	P3
4	Activité dans le commerce	Mars 2021	P4
5	Actifs des fonds (OPC)	Février 2020	P4
6	Produit bancaire	3 ^{ème} trimestre 2020	P4
7	Faillites	Mars 2021	P4
8	Chômage partiel	Avril 2021	P5
9	Inflation	Mars 2021	P5
2. Marché du travail			
10	Evolution de l'emploi	Février 2021	P5
11	Evolution du chômage	Février 2021	P6
12	Postes vacants à l'ADEM	Février 2021	P6
3. Indicateurs sociaux - ménages			
13	Chômage de longue durée	Février 2021	P6
14	Indice de confiance des consommateurs	Février 2021	P7
15	Crédits immobiliers accordés aux ménages	4 ^{ème} trimestre 2020	P7
4. Finances publiques			
16	Rendement des emprunts publics	Mars 2021	P7
17	Compte financier des administrations publiques	3 ^{ème} trimestre 2020	P8
18	Recettes et dépenses de l'administration centrale	Janvier 2021	P8
5. Environnement européen - Grande Région			
19	Activité dans la zone euro (industrie et services)	Mars 2021	P8
20	Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France	4 ^{ème} trimestre 2020	P9
21	Chômage dans la zone euro, Allemagne, Belgique et France	Février 2021	P9
22	Demandeurs d'emploi dans la Grande Région	Février 2021	P9

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

<p>Production industrielle</p> <p>Mars 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le solde d'opinions sur la tendance récente de la production rebondit au mois de mars. - 70% des entreprises répondantes entrevoient une stabilité de la production dans les mois à venir (contre 53% en février). - Les perspectives d'évolution des prix de vente devraient rester stables pour 52% des entreprises répondantes. 44% d'entre elles pensent toutefois que les prix évolueront de manière positive. - Le degré d'utilisation de la capacité de production se stabilise à 83%. - 71% des entreprises répondantes estiment la production actuelle comme étant satisfaisante. 	<p>Estimation de la tendance récente de production dans l'industrie (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans la construction</p> <p>Mars 2021</p> <p>Source : Commission européenne</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Au mois de mars, les estimations d'activité des entreprises du secteur de la construction se sont légèrement améliorées mais restent en territoire négatif. 71% des entreprises répondantes voient leur niveau d'activité comme stable. - Pour 48% des entreprises répondantes, le manque de main-d'œuvre est un facteur qui limite leur activité. 19% d'entre elles estiment que la demande est insuffisante. - 27% des entreprises projettent une hausse de l'emploi dans les prochains mois et 71% une stabilité. 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans la construction (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans les services non-financiers</p> <p>Mars 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En mars, l'indicateur de confiance dans les services non-financiers reste à des niveaux stables en comparaison au mois précédent. Il est toutefois toujours en territoire négatif. - Les attentes concernant la demande au cours des trois prochains mois s'améliore légèrement. - Les perspectives d'évolution de la demande et de l'emploi pour les 3 prochains mois se détériorent. 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans les services non financiers (solde d'opinions)</p>

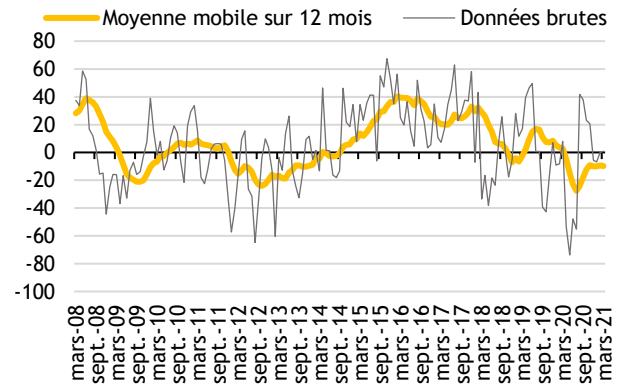
Activité dans le commerce

Mars 2021

Source : [STATEC](#)

- L'indicateur de confiance dans le commerce se redresse (+3,8) et revient de peu en territoire positif. Il reste loin des niveaux atteints au mois de septembre 2020 (+17,1).
- Les perspectives des ventes pour les 3 prochains mois se redressent mais restent en territoire négatif, de même que les projections de l'emploi total.
- Les commandes auprès des fournisseurs pour les prochains mois devraient augmenter, menant à d'éventuelles tensions sur la liquidité. Le volume des stocks est en effet au plus bas depuis avril 2019.

Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans le commerce (solde d'opinions)



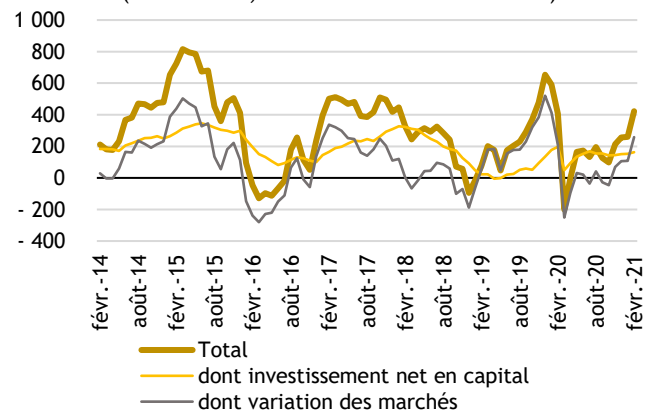
Actifs des fonds (OPC)

Février 2020

Source : [CSSF](#)

- A la fin février, les actifs nets des 3 570 OPC luxembourgeois étaient valorisés à 5 091 milliards d'euros, en hausse de 0,8% par rapport au mois précédent.
- En février, les investissements nets en capital ont augmenté de 24 milliards et les évolutions des marchés financiers ont fait progresser leur valeur de 16,6 milliards.
- Sur les douze derniers mois, la valeur des actifs affiche une hausse de 423 milliards d'euros (+259 milliards dus à la variation des marchés et +164 aux investissements nets en capital).

Variation des actifs des OPC (Mia d'euros, somme mobile sur 12 mois)



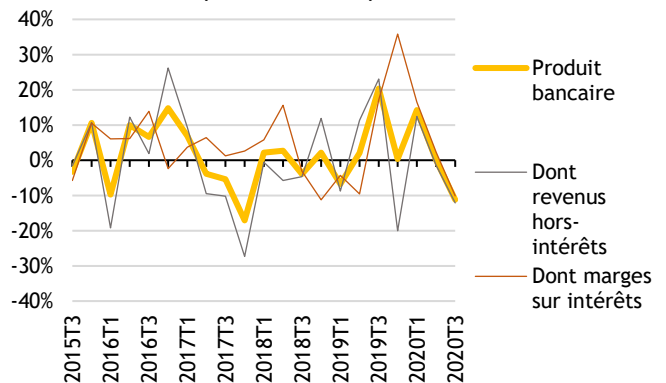
Produit bancaire

3^{ème} trimestre 2020

Source : [CSSF](#)

- Par rapport au 3^{ème} trimestre de 2019, le produit bancaire a reculé de 11%.
- La marge sur intérêts a marqué un recul de 10% et les revenus nets sur commission de 12%.

Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente du produit bancaire



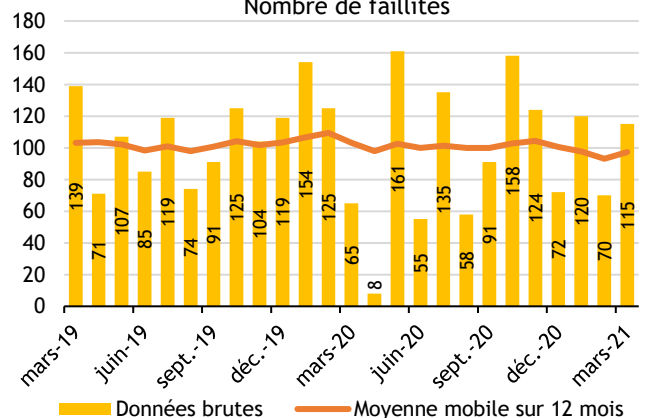
Faillites

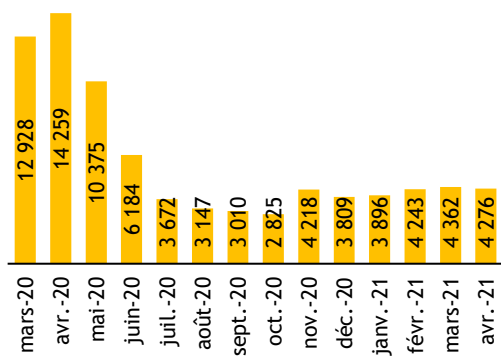
Mars 2021

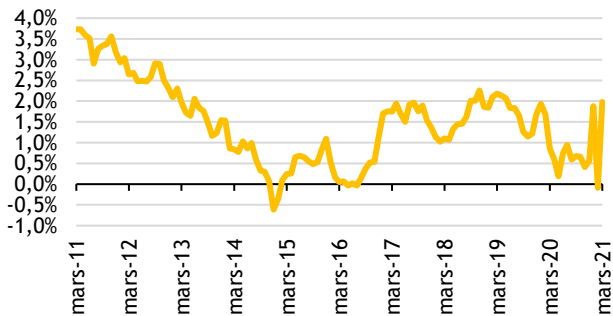
Sources : Registre du Commerce et des Sociétés, données au 01/04/2021, STATEC.

- L'année 2020 a été marquée par une baisse du nombre de faillites, malgré la crise liée à la COVID-19. 1.206 défaillances ont en effet été enregistrées contre 1.240 en 2019.
- Au mois de mars 2021, le nombre de faillites reste contenu. On en dénombrait 115, contre 70 en février et 120 en janvier.

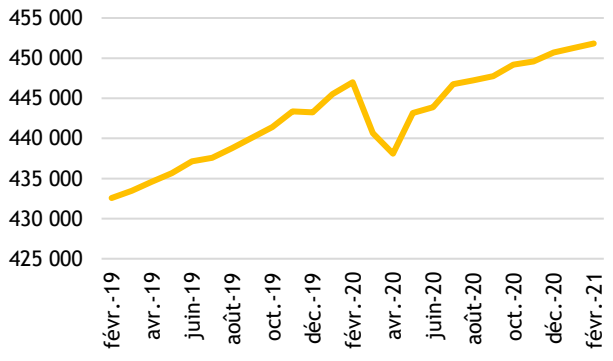
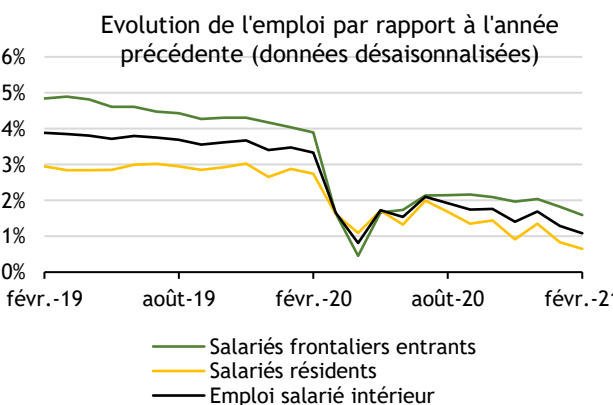
Nombre de faillites

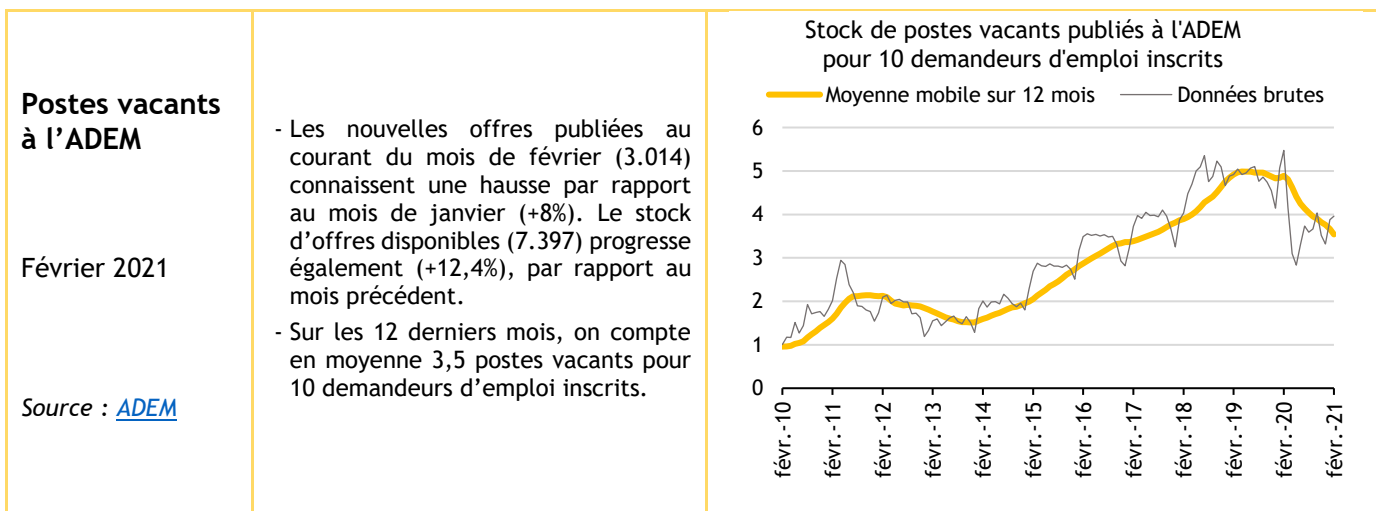
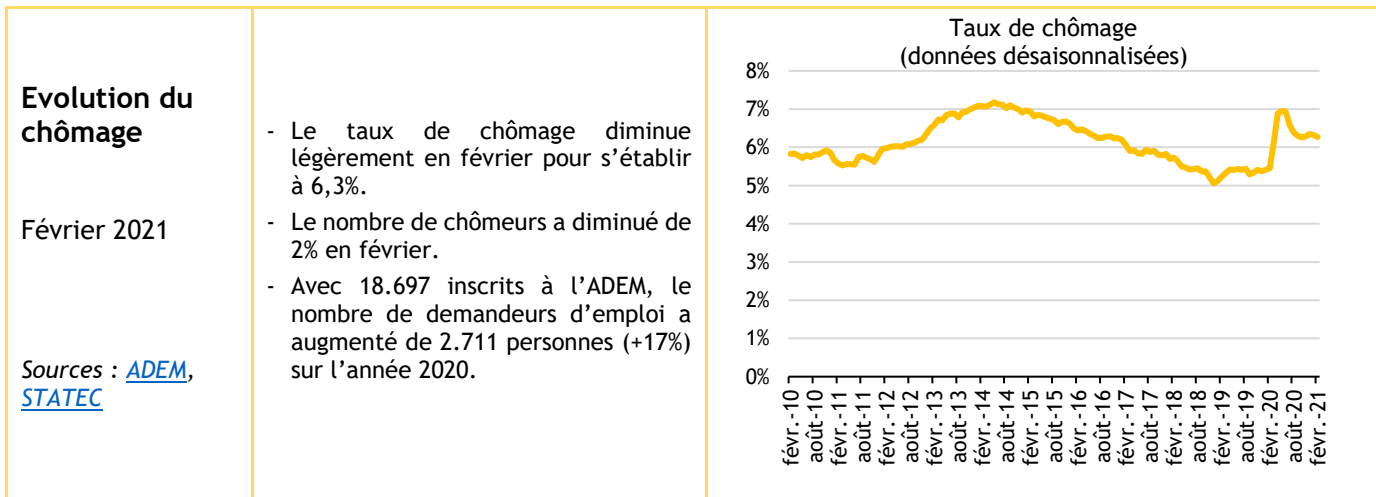


<p>Chômage partiel</p> <p>Avril 2021</p> <p>Source : Comité de conjoncture</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 4.276 demandes de chômage partiel ont été accordées pour le mois d'avril, soit une baisse de 2% par rapport au mois de mars. Ces données sont encore provisoires. - Le nombre de salariés concernés reste élevé avec 31.520 équivalents temps pleins concernés. 	<p style="text-align: center;">Demands de chômage partiel accordées</p> 
---	--	---

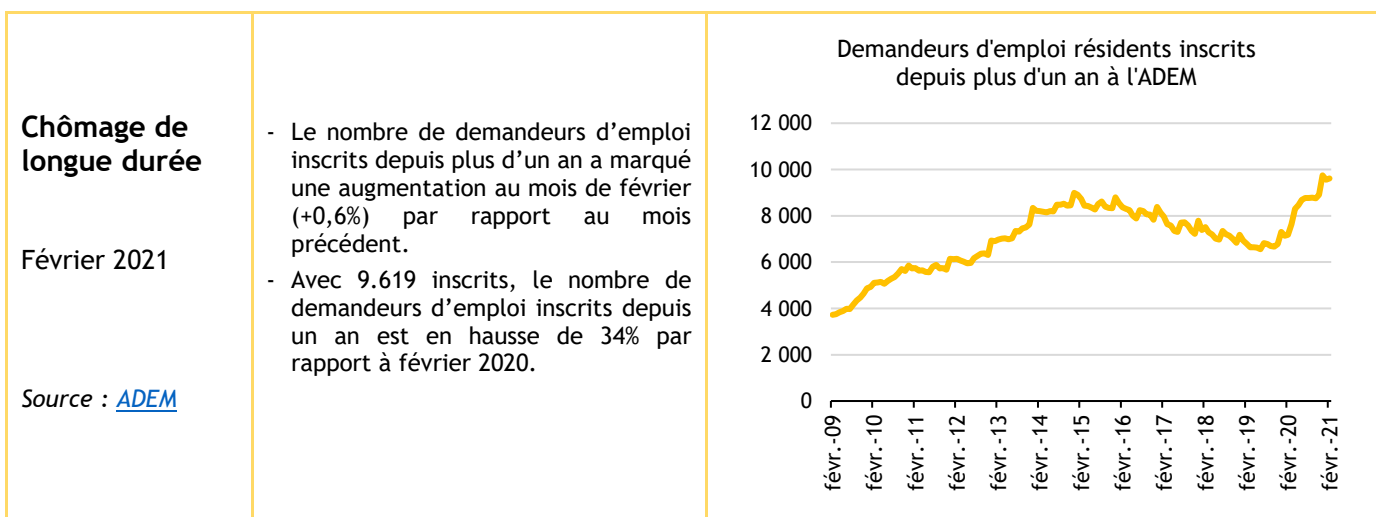
<p>Inflation</p> <p>Mars 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Au mois de mars, l'inflation annuelle augmente sensiblement, passant de -0,1% à +2%. - Cette augmentation est principalement expliquée par le renchérissement des produits pétroliers. Ils progressent en effet de 4,6% par rapport au mois précédent. - De manière saisonnière, les prix des articles d'habillement et chaussures ont progressé de 19,4% et les meubles et articles de ménage et entretien courant du logement de 1,9%, par rapport au mois de février. 	<p style="text-align: center;">Indice des prix à la consommation national (évolution sur 12 mois)</p> 
---	--	--

2. MARCHÉ DU TRAVAIL

<p>Evolution de l'emploi</p> <p>Février 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'emploi salarié intérieur a légèrement progressé avec 567 nouveaux postes créés au Luxembourg au mois de février, soit une progression mensuelle de 0,1%. - Sur les 12 derniers mois, malgré la crise de la COVID-19, le Luxembourg aura créé 4.839 emplois salariés (+3.271 frontaliers et +1.654 résidents). - Le taux de croissance annuel de l'emploi salarié tend à se tasser depuis la mi-2020. 	<p style="text-align: center;">Emploi salarié intérieur</p>  <p style="text-align: center;">Evolution de l'emploi par rapport à l'année précédente (données désaisonnalisées)</p>  <p style="text-align: center;"> — Salariés frontaliers entrants — Salariés résidents — Emploi salarié intérieur </p>
--	--	---



3. INDICATEURS SOCIAUX - MÉNAGES



<p>Indice de confiance des consommateurs</p> <p>Février 2021</p> <p>Source : BCL</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'indicateur synthétique de confiance des consommateurs a légèrement reculé en février. Il reste néanmoins éloigné de son plus bas niveau atteint en avril 2020. - En février, les perspectives de la situation économique générale attendue au cours des douze prochains mois se sont effritées. - L'opportunité d'épargner reste à des plus hauts niveaux. La capacité à épargner au cours des douze prochains mois diminue toutefois. - Les consommateurs restent très pessimistes quant aux évolutions du chômage au cours des prochains mois. 	<p style="text-align: center;">Indice de confiance des consommateurs</p>
---	---	---

<p>Crédits immobiliers accordés aux ménages</p> <p>4^{ème} trimestre 2020</p> <p>Source : BCL</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le volume des crédits immobiliers consentis aux ménages est reparti à la hausse au 4^{ème} trimestre. Avec un montant de 2,9 milliards d'euros (record absolu), il progresse de 17,8% par rapport au 4^{ème} trimestre 2019. - Sur les 4 derniers trimestres, près de 9,7 milliards d'euros de crédits immobiliers ont été contractés soit 11% de plus que les 4 trimestres précédents. - Selon le STATEC, les prix immobiliers résidentiels (appartements et maisons confondus) ont d'ailleurs augmenté de 16,7% sur un an. 	<p style="text-align: center;">Crédits immobiliers consentis aux ménages résidents pour des immeubles situés au Luxembourg (millions d'euros)</p>
--	--	--

4. FINANCES PUBLIQUES

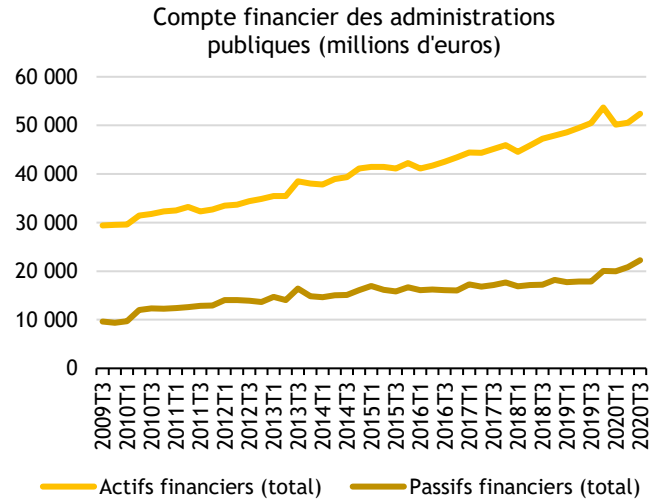
<p>Rendement des emprunts publics</p> <p>Mars 2021</p> <p>Source : BCL</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Depuis 22 mois maintenant, le rendement des emprunts publics luxembourgeois est en territoire négatif. 	<p style="text-align: center;">Rendement des emprunts publics luxembourgeois (valeurs moyennes de la période, en % annuels)</p>
---	--	--

Compte financier des administrations publiques

3^{ème} trimestre 2020

Source : [BCL](#)

- Au 3^{ème} trimestre 2020, le total du passif financier des administrations publiques s'élevait à 22,2 milliards d'euros (+24,6% par rapport au 3^{ème} trimestre 2019) dont 12,9 milliards de titres de créance (+43%) et 4,3 milliards de crédits (+3,1%).
- Le total de l'actif était de 52,4 milliards d'euros (+3,8% sur un an) dont 23,3 milliards sont composés d'actions et de parts de fonds (-1,9%). Les actifs financiers nets (actif - passif) s'élevaient à 30,2 milliards d'euros (-7,5% en un an).
- Le gouvernement estime la dette des administrations publiques à 16 milliards d'euros pour l'année 2020 (26,5% du PIB).

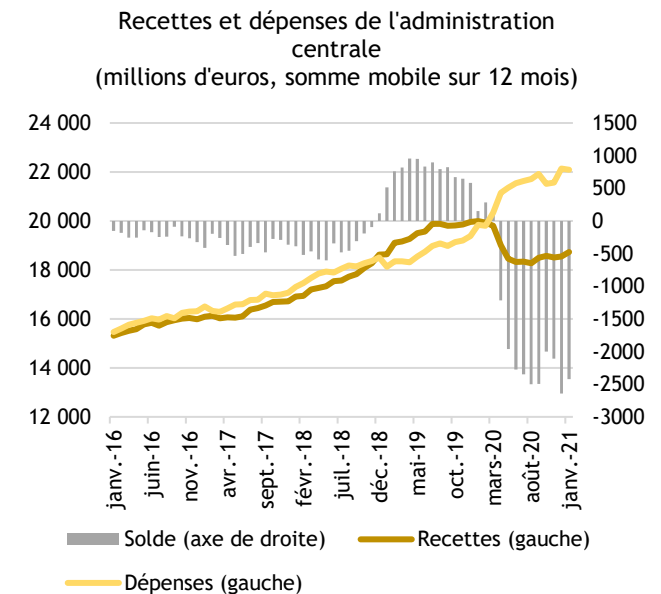


Recettes et dépenses de l'administration centrale

Janvier 2021

Source : [Ministère des Finances](#)

- Sur les 12 derniers mois, les recettes de l'administration centrale marquent toujours une baisse de 6% par rapport aux 12 mois précédents et les dépenses une hausse de 11%.
- En revanche, la situation s'est améliorée sur les derniers mois, en particulier en janvier et février 2021 où le Ministère des finances relève une hausse de 3,8% des recettes par rapport aux 2 premiers mois de 2020, période pourtant antérieure à la pandémie (3,4 milliards d'euros de recettes).
- Les dépenses ont quant à elles progressé moins vite (+1,6%) sur les 2 premiers mois de 2021 en comparaison annuelle (3,5 milliards), avec notamment une croissance de 12,7% des investissements.



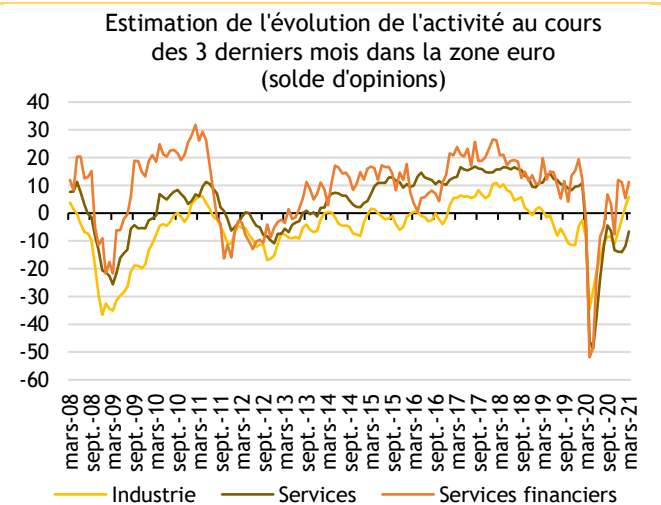
5. ENVIRONNEMENT EUROPÉEN - GRANDE REGION

Activité dans la zone euro (industrie, services et services financiers)

Mars 2021

Source : [Commission européenne](#)

- Au mois de mars, le solde d'opinions pour les activités industrielles a continué sa progression. Il retrouve des hauts niveaux, précédemment atteints en septembre 2018.
- Le solde d'opinions pour les activités de services progresse lui aussi mais reste dans des territoires négatifs.
- Le solde d'opinions pour les activités des services financiers rebondit au mois de mars.

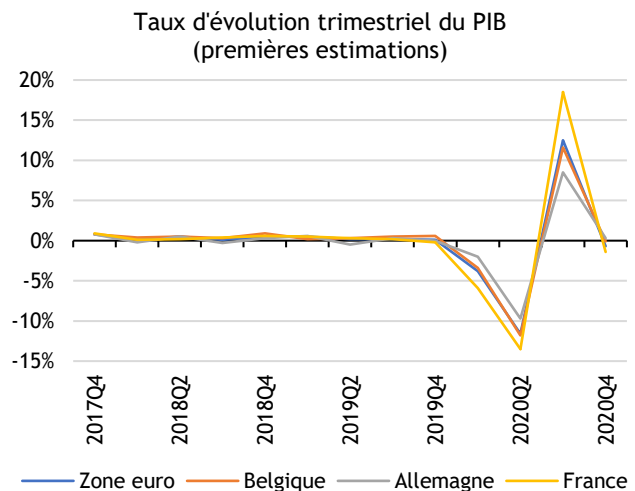


Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France

4^{ème} trimestre 2020

Sources : [Eurostat](#)

- Au 4^{ème} trimestre et après le fort rebond enregistré au 3^{ème} trimestre, l'évolution du PIB de la zone euro est repartie en territoire négatif (-0,7% par rapport au trimestre précédent). Par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, le PIB recule de 4,9%.
- En 2020, la récession aurait atteint -6,6% en zone euro, -4,9% en Allemagne, -6,4% en Belgique et -8,1% en France.
- Au Luxembourg, le PIB aurait marqué une hausse de 1,6% au 4^{ème} trimestre et la baisse du PIB aurait atteint -1,3% en 2020.

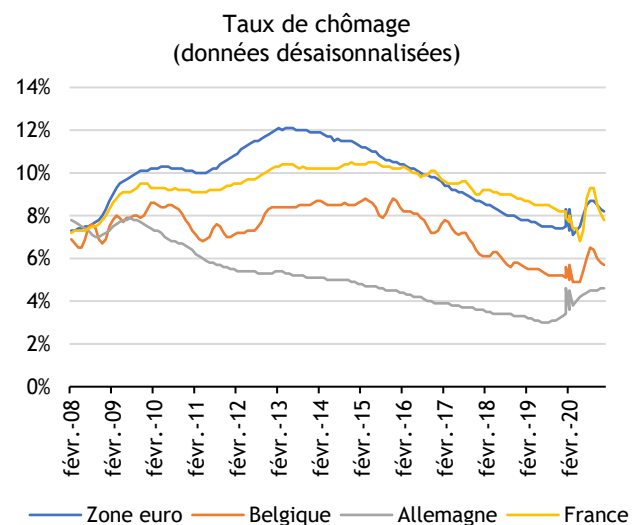


Chômage dans la zone euro, en Allemagne, Belgique et France

Février 2021

Source : [Eurostat](#)

- Le taux de chômage dans la zone euro s'est stabilisé en février et atteint dorénavant 8,3%. Il a augmenté de 1 point, par rapport à février 2020.
- Au mois de février, l'Allemagne, la Belgique et la France avaient respectivement des taux de chômage de 4,5%, 5,7% et 8%.

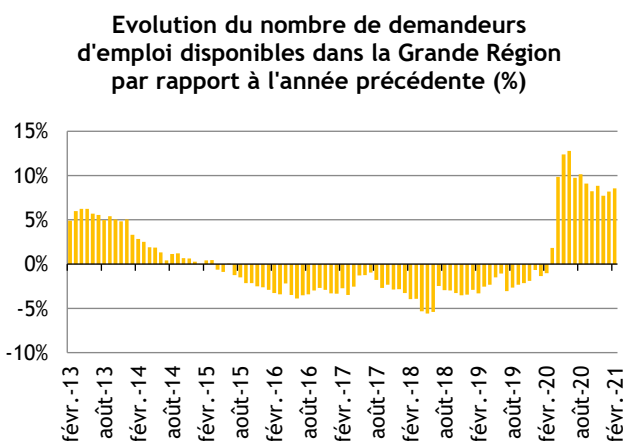


Demandeurs d'emploi dans la Grande Région

Février 2021

Sources : [ONEM](#), [Pôle Emploi](#), [Arbeitsagentur](#), [STATEC](#).

- Au mois de février, 584.907 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les différentes administrations de l'emploi de la Grande Région, soit une hausse de 8,6% par rapport à sur l'année 2020.
- Le précédent « record » en nombre de chômeurs (625.700 en janvier 2014) n'est pas atteint.
- Toutes les régions sont concernées par l'augmentation annuelle du chômage mais c'est en Rhénanie-Palatinat qu'elle est la plus importante (+19,1%). Elle est également sensible au Luxembourg (+12,3%) et en Sarre (+13%).
- Elle reste plus mesurée en Lorraine (+6,2%) et en Wallonie (+4,1%), où les taux de chômage étaient cependant plus élevés avant la crise sanitaire.



	févr.-20	févr.-21	évolution annuelle	
Wallonie	200 737	208 953	8 216	4,1%
Sarre	34 944	39 496	4 552	13,0%
Rhénanie Palatinat	105 642	125 811	20 169	19,1%
Lorraine	180 770	191 950	11 180	6,2%
Luxembourg	16 652	18 697	2 045	12,3%
Grande Région	538 745	584 907	46 162	8,6%